



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **05 JUIN 2025**

**portant mise en demeure à la société GRAVIERES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR
de respecter des prescriptions relatives à la traçabilité des déchets
pour ses installations sises à Aspach-Michelbach (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre IV et notamment son article L. 541-3,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 portant autorisation à la société Gravières et Travaux Publics de la Thur d'exploiter (renouvellement et extension) une carrière de sable et gravier et des installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune d'Aspach-le-Haut, au titre du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnées aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement (applicables à compter du 1^{er} janvier 2022),

VU le rapport du 28 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées concernant la visite d'inspection du 5 novembre 2024,

VU les éléments transmis par la société Gravières et Travaux Publics de la Thur par courriels des 11 février et 4 avril 2025,

Considérant que la société Gravières et Travaux Publics de la Thur commercialise des terres provenant de l'extérieur faisant l'objet d'un transit et d'un traitement, le cas échéant, sur ses installations sise à Aspach-Michelbach,

Considérant que l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé disposent des éléments attendus afin d'assurer la traçabilité entre les lots de déchets entrants et sortants, qu'il prévoit une traçabilité entre les lots de terres entrants et les lots sortants de l'installation,

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite de l'inspection des installations classées du 05 novembre 2024 que l'exploitant ne dispose pas des éléments de traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants,

Considérant que par courriels susvisés des 11 février et 4 avril 2025, la société Gravières et Travaux Publics de la Thur n'a pas justifié de la mise en conformité aux dispositions précitées,

Considérant les termes de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement « *lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

la société Gravières et Travaux Publics de la Thur, dénommée par « *l'exploitant* », dont le siège social est 22 rue Principale, BP 10184, ASPACH-MICHELBAACH (68700), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite au lieu-dit "GROSSBODEN", sur la commune de ASPACH-MICHELBAACH (68700), les prescriptions ci-après.

Article 2 :

dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé :

«[...]

les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.

Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.

[...]»

Article 3 :

en cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 4 :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **05 JUIN 2025**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD

